



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Dettes : pas aux travailleurs de payer !

La campagne électorale des communales est à peine terminée que le ton change dans le monde politique. Les belles promesses d'investissements font place à un discours cynique sur la nécessité de faire des économies pour rembourser la dette.

Au fédéral, Alexia Bertrand, députée Open VLD et fille du milliardaire Luc Bertrand, se félicite des 5 milliards d'économie planifiés en 2023 et rappelle que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra faire 28 milliards d'économie sur 7 ans. En Wallonie, où les premières coupes budgétaires viennent d'être présentées, le nouveau vice-ministre-président François Desquesnes annonce la couleur : « *La Wallonie n'est pas un Mister Cash* ». Même refrain du côté de la ministre wallonne de la fonction publique qui affirme que « *l'État wallon est obèse* », préparant des pertes d'emplois massives pour l'administration wallonne. Et en Flandre, des mesures d'austérité sont prévues.

Mais quelle dette ? Et qui en bénéficie ? Il y a bien une minorité de profiteurs dans cette société : les capitalistes. Ils accumulent des profits sur le dos de la population, en exploitant les travailleurs, en augmentant les prix, mais aussi à travers les impôts et la dette.

Ce sont eux les responsables de la crise. Eux qui sont

responsables de l'augmentation des cadences, de la précarité des contrats, et des licenciements. Eux qui sont responsables de la hausse des prix, des salaires et des allocations insuffisants et de la crainte de ne pas arriver à la fin du mois, pour ceux qui ne sont pas déjà à sec après 10 jours. Tout cela pour faire gonfler les profits d'une poignée de capitalistes.

Alors que les actionnaires



reçoivent chaque année des milliards de bénéfices, ils utilisent de nombreux moyens pour s'empiffrer sur le dos de la population. À commencer par la dette. L'État belge, comme les autres États, est une immense pompe à aspirer l'argent des populations et l'offrir aux capitalistes. Les banquiers ne se contentent pas de prêter de l'argent à l'État pour les dépenses qui dépasseraient le montant des impôts. En fait ce sont toutes les dépenses publiques qui sont d'abord empruntées aux banques avant d'être dépensées, puis remboursées par les impôts... avec intérêts ! Ce système permet aux

financiers d'aspirer chaque année près de 10 milliards d'intérêts, l'équivalent de 200.000 salaires annuels bruts moyens !

En plus de s'enrichir sur les intérêts de la dette, les capitalistes se gavent chaque année d'argent public, au moins 15 milliards en 2021, prétendument pour créer de l'emploi. Mais les patrons ne créent des emplois que lorsque cela peut leur rapporter gros. Et ils licencient dès qu'ils estiment que leurs bénéfices ne sont pas suffisants. Comme Audi, qui licencie après avoir reçu plus de cent millions d'euros d'aides et de baisses d'impôts pendant des années, et malgré des bénéfices records. Les cadeaux aux entreprises ne font que grossir les dividendes !

Les politiciens de tous bords cherchent à mettre la responsabilité de la dette sur les chômeurs, les pensionnés, les allocations familiales, les services publics, etc. En réalité, chaque fois que la dette a explosé, c'était pour venir sauver les profits des capitalistes, comme en 2008 après la crise financière, ou en 2019 lors de la crise Covid où chaque fois la dette a augmenté d'au moins 15%. Une partie de plus en plus importante des dettes des États vient des dépenses d'armement, qui ont encore augmenté de 7% en 2023 au niveau mondial, et qui vont exploser dans les années à

venir. De quoi remplir les poches des industriels de l'armement, alimenter les guerres et les massacres qui font rage partout dans le monde, et préparer les prochains...

Les ministres, les patrons, les « experts », les journalistes, tous ne

cessent de nous enjoindre à plus de sacrifices, que ce soit au travail, dans les dépenses publiques comme la santé ou l'enseignement, ou, dans de nombreux pays, à la guerre. Mais les travailleurs n'ont aucune raison de se sacrifier pour les profits des capitalistes ! Au

contraire, la seule manière de mettre fin aux dettes, c'est de mettre les capitalistes hors d'état de nuire en les expropriant de leurs banques et de leurs grandes entreprises.

Dans les entreprises

Brèves Audi

Notre dû

Un socle de 5.000 euros pour tous et 2.500 euros par année d'ancienneté, voilà la deuxième « proposition » de la direction. Cette direction qui, moyennant subventions publiques, s'était engagée à garantir l'emploi jusqu'en 2027. C'est au moins trois ans de salaire qu'elle nous doit ! Et ce n'est que le "socle" !

Les travailleurs sous-traitants mobilisés

Plusieurs firmes sous-traitantes ont déclenché la procédure Renault. Les ouvriers et délégués qui organisent le village des tentes ne comptent pas attendre tranquillement sans rien faire. Ils sont déterminés à faire pression sur les négociations. C'est tous ensemble qu'on fera payer Audi, Imperial, Rhenus, Mosolf, Plastic Omnium et leurs semblables.

Une ou deux

La direction fait une véritable obsession sur ses 12 voitures. Sans trop de succès jusqu'à présent.

Qu'est-ce qu'ils s'imaginent ? Qu'on va courir pour être plus vite au chômage ? Pour aller grignoter les cacahuètes qu'ils nous annoncent ?

Zéro

Les collègues restés au chômage, comme les collègues des firmes sous-traitantes, n'ont pas été payés depuis septembre. Visiblement l'exécution de l'accord de septembre se heurte à quelques mauvaises volontés. Chez la direction ? Chez les hauts cadres de l'ONEM ? Chez les ministres en charge ? En tout cas, voilà la valeur des engagements de ce beau monde vis-à-vis des ouvriers !

La magie patronale

Cela se passe bien différemment quand il s'agit du patronat. Pour contourner les règles de l'ONEM en matière de chômage économique, la direction peut envisager de placer des RT de... 2025. Des jours de récupération d'un travail qu'on n'a même pas encore presté et qu'on ne prestera peut-être plus jamais. Visiblement, les règles et les lois, les patrons les adaptent en fonction de leurs intérêts du moment.

Une victoire

Au début du mouvement des tentes, un ouvrier de Rhenus avait reçu son C4, son patron se sentant insulté dans un groupe Whatsapp... auquel il n'était pourtant pas invité. Malgré les pressions diverses, l'ouvrier, quelques délégués et leurs camarades n'ont pas lâché l'affaire. Ils viennent d'obtenir gain de cause et leur camarade a été réintégré. C'est la solidarité et la combativité qui permettent aux travailleurs de se tenir la tête haute !

Franchisation contre les travailleurs

En mars 2023, Delhaize annonçait vouloir faire passer tous les magasins encore intégrés, soit 128 sur 764, sous franchise. Selon la CNE, sur environ 4.300 travailleurs de Bruxelles et de Wallonie, 450 ne sont déjà plus là, alors que certains magasins viennent seulement d'être franchisés, et alors que les repreneurs avaient reçu la consigne de ne pas licencier dès les premiers mois. Ces pertes d'emplois sont en bonne partie des démissions ou des départs pour force majeure médicale car de nombreux employés sont poussés à bout. Selon la CNE,

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

les repreneurs visent particulièrement les temps partiels médicaux et les travailleurs plus âgés qui sont mis sous pression puis poussés à partir en cas de désaccord.

Tous ces travailleurs poussés vers la sortie ne sont ensuite pas remplacés, ce qui augmente encore la pression sur les collègues qui restent. Le SETCa a aussi dénoncé l'aggravation des conditions de travail : changements d'horaires en permanence, ouvertures tardives et du dimanche, pression constante pour plus de flexibilité, polyvalence, surveillance à l'excès, etc.



Par ces conditions de travail dégradées, par les baisses de salaire et par les pertes d'emploi, le groupe Delhaize a réussi à imposer le vrai objectif derrière la franchisation : maintenir voire augmenter les dividendes des actionnaires en diminuant les dépenses salariales.

Vive la solidarité entre collègues

Les 223 ouvriers et employés d'Alysse Food à Seneffe ont déclenché une grève en front commun le mercredi 16 octobre. Répartis sur deux sites dont celui de Seneffe, ils produisent quotidiennement plus de 60 tonnes de muffins et autres gâteaux. La grève a été déclarée suite à un arrêt de travail des ouvriers la veille au soir pour protester contre le licenciement abusif d'un employé. Il s'ajoute à une liste de problèmes et de menaces pour les tra-

vailleurs : pannes de machines, chômage économique, crainte d'une restructuration suite au rachat de l'entreprise.

Alors les travailleurs d'Alysse Food à Seneffe ont choisi la solidarité : ils ont déclaré la grève jusqu'à la réintégration du collègue licencié. Et vendredi 18, ils étaient toujours ensemble et déterminés.

Grève à ISoSL

Les travailleurs de l'intercommunale liégeoise ISoSL, du secteur des soins spécialisés, ont fait 24h de grève pour dénoncer leurs conditions de travail, comme celle d'une infirmière devant gérer jusqu'à 100 patients à la fois. La pénurie de personnel causée par le manque d'embauches, suivi de l'épuisement dû aux surcharges de travail, aggrave le quotidien des travailleurs et des patients. Cette réalité souligne les conséquences d'une société où les cadeaux aux entreprises priment sur les soins de santé.

Yara : profits et licenciements

La direction de Yara à Tertre annonce la fermeture de son unité de production d'ammoniac et la suppression de 115 emplois sur 320. Pour se justifier, la direction accuse le prix du gaz naturel, car la production d'ammoniac en consomme énormément. Ou encore le coût des investissements nécessaires pour diminuer les émissions de CO2.

Mais Yara n'est pas une petite PME en difficulté. C'est le numéro 1 mondial de la production d'engrais, produits à partir de l'ammoniac. En 2022, lorsque le prix du gaz a grimpé en flèche avec le début de la guerre en Ukraine, la multinationale a profité de son monopole sur l'ammoniac et les

engrais agricoles pour augmenter ses prix, au détriment des agriculteurs et des consommateurs. Elle a engrangé des profits records (2,7 milliards \$).

Que ce soit à travers la crise sanitaire et économique liée au Covid, ou les conséquences des sanctions européennes contre l'importation du gaz russe, ou encore les évolutions technologiques pour minimiser les gaz à effets de serre, les groupes capitalistes comme Yara jouent sur tous les tableaux. Ils décident de leur production à l'échelle mondiale en fonction des bénéfices attendus et du montant des aides publiques. Hier, Yara a bénéficié des subsides belges et européens, aujourd'hui elle est intéressée par les subsides américains plus importants et délocalise sa production d'ammoniac aux USA.

Et les travailleurs devraient se résigner aux licenciements, à la vie chère, à la pollution de leur environnement ? Sur les 8 milliards € de bénéfices engrangés par le groupe Yara depuis 2018, il y a largement de quoi payer les salaires complets en partageant le travail au lieu de licencier.

Grève chez De Lijn

Les chauffeurs de bus de De Lijn sont entrés en grève spontanément le 17 octobre. Ils protestaient contre les nouveaux horaires que la direction cherche à leur imposer, qui rajoute des trajets mais sans qu'il y ait suffisamment de personnel pour les assurer. La grève qui a démarré dans le Brabant Flamand s'est étendue le lendemain à d'autres dépôts en Flandre, comme à Turnhout, Ninove ou Dendermonde.

La grève a poussé la direction à revenir sur les nouveaux horaires et les syndicats ont annoncé une reprise du travail. Ils ont précisé

que les travailleurs refuseraient d'avoir des horaires supplémentaires... à moins que le budget suive !

Licenciements collectifs en chaîne

Depuis le mardi 15 octobre, de nombreuses entreprises sous-traitantes d'Audi Forest ont enclenché une procédure Renault de licenciement collectif ou exprimé leur intention de fermeture, dont Imperial Logistics, 300 salariés et Rhenus Automotive, 120 travailleurs. Des décisions similaires seraient également en cours chez d'autres sous-traitants, comme Plastic Omnium, Mosolf et Sese Van Eupen...

Et les fermetures en chaîne suite à la future fermeture d'Audi Forest ne s'arrêtent pas là. La direction du fournisseur de pièces

automobiles SNOP Automotive Gent a aussi annoncé son intention de fermeture. L'usine est rentable mais elle produit presque exclusivement des pièces de carrosserie pour Audi Forest. Les 150 travailleurs de l'usine de Gand viennent donc rejoindre tous les travailleurs dont l'emploi est menacé du jour au lendemain pour satisfaire la soif de profits des actionnaires d'Audi et des sous-traitants. Parmi ces actionnaires il y a par exemple la famille Porsche-Piëch, 7ème plus riche famille d'Allemagne en 2022 avec une fortune estimée à plus de 22,5 milliards d'euros.

Face à ces attaques d'ampleur, les travailleurs auraient intérêt à s'unir et à se battre pour défendre leurs intérêts face aux actionnaires d'Audi et des entreprises sous-traitantes. Car sans

rapport de force, la seule chose sûre est que tout le monde recevra bien moins que ce qui serait nécessaire pour faire face au chômage et à toutes les difficultés qui s'annoncent.

Et aux travailleurs d'Audi et des sous-traitants, il faut ajouter tous les travailleurs des autres secteurs ! Au cours des neuf premiers mois de l'année, au moins 8.878 travailleurs ont été concernés par l'annonce d'un licenciement collectif. Et il y a tous ceux licenciés par de très petites entreprises qui ne sont pas comptés.

Si aujourd'hui c'est le grand patronat qui impose ses volontés, les travailleurs sont les plus nombreux. Ce sont eux qui font tourner toute l'économie, collectivement ils pourraient se défendre et finalement prendre le contrôle de l'économie.

Capitalisme en crise

Les travailleurs dans le viseur

Plusieurs ébauches de « super notes » de De Wever (NVA), chargé de la formation d'un gouvernement fédéral, ont fuité dans la presse. Bien que ce ne soient que des ébauches, le contenu des notes aurait été discuté avec la présumée coalition majoritaire au fédéral (Arizona) et donne la couleur des attaques qui se préparent.

Dans une note consacrée à l'emploi, à la fiscalité et aux pensions, les revenus de toutes les catégories de travailleurs sont attaqués de front : la fin des allocations de chômage après deux ans s'en prend non seulement aux travailleurs au chômage mais à tous les autres. Les salaires baisseront vu qu'il existera une « ré-

serve de travailleurs » pour le patronat avec un revenu si faible qu'ils seront forcés d'accepter des salaires bas.

Une réforme du droit de grève est aussi annoncée. Une



autre mesure violente qui se prépare est la redéfinition du travail de nuit qui commencerait non pas à 20h mais à minuit, venant directement baisser les salaires de centaines de milliers de travailleurs.

En matière de taxes, le taux maximum d'imposition (réservé aux hauts revenus donc) baisserait et passerait de 50% à 45%. Quant aux pensions, elles seraient réduites en s'attaquant aux « périodes assimilées » : les périodes telles que le chômage technique, le congé d'accouchement, les jours de grève mais aussi les jours d'incapacité de travail suite à un accident, etc.

Dans une seconde note relative aux affaires intérieures et intitulée « sécurité », le futur gouvernement annonce vouloir renforcer la centralisation de la police de Bruxelles, augmenter le financement de la police judiciaire fédérale mais aussi relancer l'interdiction de manifester ainsi que le concept de déchéance de nationalité. Par ailleurs, il propose d'utiliser plus d'agents de sécurité

privés, d'avoir davantage recours à l'armée ou d'utiliser la reconnaissance faciale et d'autres technologies pour la « *détection des condamnés et suspects* ».

C'est que les capitalistes et le gouvernement à leur service savent bien que tous ces coups contre le monde du travail vont avoir pour conséquence une augmentation de la pauvreté et donc de la criminalité. Et ils utilisent ensuite cela comme excuse pour financer et donner encore plus de pouvoir à la police et à l'armée.

Budget wallon : contre la population

Les résultats électoraux régionaux en Wallonie ont mené à la formation d'une coalition majoritaire MR-Les Engagés (ex-CDH) qui a présenté son budget pour 2025 : 268 millions d'économies pour la Région wallonne et 110 millions



d'économies pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les ministres MR et Les Engagés (LE) ont commenté ce budget par une flopée de phrases qui sous-entendent avec leur mépris de riches que la dette et le déficit viendraient de trop grandes « largesses à la population ». Ainsi, Jacqueline Gallant (MR) déclare « *L'Etat Wallon est obèse, nous le réformerons* », Desquesnes (LE) et Jeholet (MR) expliquent que « *La Wallonie n'est pas un MisterCash* » et une ministre conclut en disant carrément : « *On n'est pas des pots de Nutella dans lesquels on peut se servir indéfiniment* ». Pas sûr que les actionnaires de Dufer-

co et de NLMK, qui ont reçu des centaines de millions de la Région, se sentent concernés !

En réalité, ils voudraient justifier que les 378 millions d'économies qu'ils envisagent soient supportés par les travailleurs et toute la population.

Cadeaux aux riches...

Annoncée dès juillet, une mesure phare du nouveau gouvernement wallon est l'abaissement des droits d'enregistrement pour les primo-acquéreurs wallons de 12,5% à 3% de la valeur du bien immobilier. Les ménages qui voudraient acheter une maison (et leur première) paieront donc moins de droits d'enregistrement.

La mesure est inutile pour de très larges couches de la population qui ne peuvent tout simplement pas se permettre de devenir propriétaire ! Mais elle coûtera 250 millions, soit à peine moins que les économies imposées à la Région !

Mais en plus de ça, en « échange » le gouvernement supprime le chèque habitat, un mécanisme qui venait aider les ménages (avec un plafond de revenu) qui voulaient acheter. Contrairement au chèque habitat, la nouvelle aide à la propriété favorise les plus hauts revenus... Un ménage qui achète une maison à 2 millions paiera le même taux qu'un ménage achetant une maison à 200.000 euros.

Le nouveau gouvernement va ainsi offrir aux plus riches acheteurs de biens luxueux un cadeau de milliers d'euros.

Et à part cette annonce fausement présentée comme en faveur des travailleurs, les autres annonces soi-disant « positives » étaient en réalité... l'absence d'une attaque contre l'indexation des allocations familiales et le

financement plus qu'urgent de places d'accueil pour les petite enfance ou d'un soutien aux victimes des PFAS.

... privations pour la population

Ces quelques mesures cachent mal le fait qu'en réalité, plusieurs réformes vont clairement toucher les travailleurs au portefeuille. Parmi ces mesures, il y a notamment la fin du financement supplémentaire prévu pour le Fonds des communes (une des principales sources de financement pour les communes wallonnes) et le gel de l'indexation du financement des points APE (une aide à l'emploi octroyée entre autres à de nombreux emplois publics dans les communes). Les communes vont ainsi perdre 30 millions d'euros de financement, qui se traduira soit par une dégradation des services, soit par de nouvelles taxes, soit par une augmentation du déficit des communes.

Le gouvernement a aussi annoncé vouloir récupérer plusieurs dizaines de millions dans la fonction publique et l'administration. Quant aux « organismes d'intérêt public », ils seront censés faire le plus d'économies. Le Forem devrait économiser 13 millions, la RTBF 11,8 millions ou le TEC 23 millions ! Autant dire que ça retombera directement sur les travailleurs qui perdront leur emploi ou crouleront encore un peu plus sous la charge de travail dû au manque de collègues, avec en plus une dégradation des services publics.

De son côté, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles annonce lui aussi 110 millions d'euros d'économies. Comment ? En faisant reporter une bonne partie des coûts liés à

l'enseignement... sur les parents !

Les attaques gouvernementales sont bien là. La presse bourgeoise s'offusque cependant du « manque de courage politique » des ministres ! Cela montre juste que le patronat belge envisage de voler encore davantage les travailleuses et travailleurs de Wallonie et d'ailleurs.

Les partis de l'opposition, dont le PS et le PTB, dénoncent ces attaques, mais ils laissent entendre que ce serait parce que le MR et LE sont désormais aux manettes. Vraiment ? Alors que cette technique de la « râpe à fromage » qui consiste à grappiller dans tous les budgets utiles à la population pour mieux distribuer des cadeaux aux actionnaires a été utilisée par tous les gouvernements précédents dirigés ou avec participation du PS ! En réalité, les attaques contre les travailleurs continuent, et vont encore un pas plus loin, parce que le grand patronat se sent tout permis.

Visite intéressée

Cette semaine, le roi belge est parti en visite en France. L'objectif était de discuter des prochains « partenariats » dans le secteur de l'énergie et du militaire. C'est-à-dire, des prochains contrats, des prochains investissements qui rempliront les poches des bourgeoisies française et belge.

Depuis longtemps, la Belgique et la France sont liées militairement. En 2018 par exemple, il y a eu des achats de véhicules et de canons français par la Belgique. Cette année, l'armée française a acheté à la FN Herstal des munitions de petits calibres. Dans le capitalisme, « l'amitié » entre les pays se compte en contrats commandés, en marchandises importées, en nombre de véhicules ou canons achetés.

Arrêtons le financement public de l'Église

Les propos du pape lors de sa visite en Belgique ont provoqué un rejet de l'Église, à travers des lettres ouvertes et un grand nombre de débaptisations. Le pape avait défini la femme comme « accueil fécond, soin, dévouement vital », et avait traité les médecins pratiquant l'avortement de « tueurs à gage ».

Ce n'est pas la première fois que des débaptisations collectives se font en Belgique, comme en 2021 où des milliers de personnes s'étaient fait radier du registre des baptêmes lorsque l'Église avait affirmé que l'homosexualité était un « péché »...

Mais que l'on montre son dégoût de l'Église par la débaptisation ou par une pétition, cela n'y change rien : si vous habitez en Belgique, une partie de vos revenus va à l'Église !

La justice protège les empoisonneurs

Sept ans après le dépôt de plainte contre le géant pharmaceutique Sanofi, la justice belge a décidé d'abandonner les poursuites dans l'affaire Dépakine. Ce médicament peut provoquer pour les fœtus des malformations des organes et des troubles tels que l'autisme.

Les risques liés à la prise de ce médicament pendant la grossesse étaient déjà connus depuis 1984 mais ce n'est qu'à partir de 2006 qu'ils ont été indiqués sur la boîte. En Belgique, environ 12 500 femmes seraient concernées par cette volonté de ne pas indiquer les effets secondaires pour faire plus de profits.

La justice quant à elle protège Sanofi en prétextant que les « fœtus ne bénéficient pas de protection légale avant la naissance ». Cela signifie qu'une entreprise comme Sanofi a le droit d'empoisonner pour son profit les futures générations.

Censure

L'Association des journalistes professionnels (AJP) et la Fédération européenne des journalistes (FEJ), ont dénoncé le retour d'une forme de censure « préventive » de la part de l'État belge. Ils citent plusieurs cas où les autorités publiques ont interféré avec la publication d'informations.

Le 10 octobre, quelques jours avant les élections communales, un tribunal de Liège a menacé le journal *Le Soir* de 50.000€ d'amende s'il publiait des informations concernant une affaire fiscale visant le restaurant du candidat MR à Verviers, Maxime Degey, cela aurait pu nuire à son élection ! Il a effectivement été élu bourgmestre. Aurait-il été choisi si les électeurs avaient été informés ?

En septembre, c'était la RTBF qui était visée par le tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles pour interdire la mention du bureau d'huissiers Leroy dans une documentaire qui dénonçait les pratiques abusives des huissiers : « Huissiers de justice, le business de la dette ». Le documentaire a pu finalement être diffusé, mais les journalistes pointent qu'il s'agit d'une première dans un tribunal destiné aux litiges entre entreprises...

Élections communales

Les résultats de Lutte Ouvrière à Mons et à La Louvière

Lutte Ouvrière a présenté des listes à Mons et à La Louvière. A Mons où nous étions présents pour la première fois, notre liste a récolté 0,97% des voix (489 voix). A La Louvière, où nous nous présentions pour la 2ème fois, 1,72% des électeurs (720 voix) ont opté pour les candidats de Lutte Ouvrière. Malgré la pression vers la droite, notamment vers le MR, c'est une progression de 100 voix par rapport à 2018. C'est un résultat certes modeste, mais encourageant.

C'est le vote de travailleurs conscients qu'il n'y a rien à attendre des promesses politiques dans un monde capitaliste où le sort des opprimés est déterminé par les licenciements, la pression au travail, le recul des salaires, et au-delà, par les menaces de crises et de guerres. Avec leur vote, ils ont exprimé la fierté d'appartenir au camp de la classe ouvrière qui n'exploite personne et dont le travail est à la base de toutes les richesses.

C'est un vote d'autant plus précieux que le PTB nourrit l'illusion parmi l'électorat populaire que la participation du PTB à une majorité "de gauche" pourrait changer le sort des travailleurs. Or, la participation du PTB à des majorités de grandes communes ne peut que le mener vers des compromissions.

Tous les partis traditionnels, comme l'extrême droite, sont d'accord de prélever sur les besoins des pauvres et des travailleurs de

quoi continuer à arroser les entreprises et les banques d'argent public !

Les travailleurs, les pensionnés, les sans-emplois ne doivent pas prendre les coups sans réagir ! La force du monde du travail ne dépend en rien du résultat des élections. Elle dépend avant tout de la conscience de nos intérêts communs et des luttes collectives pour se défendre !



Fin du cordon sanitaire ?

Majorité absolue à Ninove, premier parti à Denderleeuw, le Vlaams Belang a continué sa percée lors des élections communales. Et le « cordon sanitaire » qui interdisait les coalitions avec le parti nationaliste et xénophobe a été rompu à Ranst. Dans cette commune, la liste libérale locale intitulée « PIT – Positief, Inspirerend & Toekomst » qui avait obtenu le plus de sièges a décidé de s'allier avec le Vlaams Belang et avec un autre parti local « Vrij Ranst » pour former une coalition majoritaire.

Le mécanisme du cordon sanitaire mis en place par les partis politiques au début des années 1990 était un accord entre ces partis pour refuser les coalition avec l'extrême-droite.

Mais ce sont les partis qui sont venus eux-mêmes sur le terrain du VB, en reprenant sa propa-

gande xénophobe et nationaliste. Nicole de Moor (CD&V), secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, avait par exemple repris l'idée d'exclure les hommes seuls des centres d'asile, une idée régulièrement mise en avant par le parti d'extrême droite. Ce qui fait que le VB n'a fait que se développer vu que c'est lui qui porte le plus clairement la politique d'extrême droite.

Le VB est dangereux pour les travailleurs mais les autres partis lui servent de marche pied.

La campagne du PTB

Si le PTB pouvait défendre une politique combative vis-à-vis des travailleurs et dénoncer le grand patronat belge avant 2008, ses discours publics ne se distinguent plus guère de ceux du PS et des directions syndicales.

Avec les élections fédérales, et encore plus lors des communales, le PTB a fait campagne pour gagner le maximum de voix, pour devenir incontournable électoralement. Certes, il critiquait la politique du MR et du PS, en prétendant qu'il pourrait faire mieux qu'eux, tout en annonçant être prêt à rentrer dans des majorités, notamment communales, avec le PS.

En même temps Raoul Hedebouw, affirmait en novembre 2023, dans une interview au média français Le Vent Se Lève, qu'il n'y a aucun pouvoir dans les parlements ou dans les ministères, mais que le vrai pouvoir se trouve « dans les milieux économiques ». Il y affirme aussi que « la démocratie s'arrête assez vite lorsque le rapport de force parlementaire met en danger l'hégémonie de la classe dominante » et donc que le

« rapport de force parlementaire » doit s'accompagner d'une implantation solide dans la population et dans les syndicats.

Pourquoi une telle contradiction ? Pourquoi omettre la nécessité d'un rapport de forces en faveur des travailleurs pour imposer ce que même de nombreux élus PTB ne seraient pas en mesure de faire appliquer au Parlement ? Pour gagner les voix des travailleurs qui comptent sur le PS, mais le trouvent trop timoré ? Toutes les illusions que le PTB continue à entretenir ne préparent pas politiquement et moralement la classe ouvrière à se défendre face à l'offensive patronale, et encore moins à renverser le pouvoir capitaliste qui est en train d'entraîner le monde entier vers de nouvelles guerres de grande ampleur.

Un « plan industriel » ?

Dans son article « *Ce n'est pas avec des recettes du 20e siècle qu'on va construire l'industrie du 21e siècle* » le PTB s'oppose aux projets de Pieter Timmermans, le directeur général du syndicat patronal, de baisser les salaires, de limiter les allocations de chômage et de diminuer la dette en faisant payer la population. Mais les auteurs y opposent les propositions d'un autre dirigeant de la classe capitaliste européenne: l'ex-président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, pour affirmer que « *La clé pour revitaliser l'industrie en Europe repose sur des investissements massifs, tant publics que privés.* » Dans cet article, ils prennent comme exemple le programme massif de subventions au patronat investissant aux États-Unis et préviennent contre la concurrence chinoise dans le secteur de l'automobile. L'article se termine par un appel à un plan énergie et à des investissements

ambitieux dans la Recherche et Développement.

C'est la même politique que le PTB a défendue face à la fermeture d'Audi Forest. De concert avec les directions syndicales, le PTB a milité pour un « plan industriel » pour développer les infrastructures pour les voitures électriques, ce qui était aussi la principale revendication de la manifestation organisée le 16 septembre par les directions syndicales.

Défendre un plan industriel européen contre la concurrence



chinoise ou américaine ? S'aligner derrière les capitalistes belges ou d'Europe, contre les capitalistes des autres États ? C'est s'aligner derrière nos propres exploités !

La concurrence entre États, y compris à l'échelle européenne, est toujours un des prétextes mis en avant par le patronat pour augmenter ses profits en exigeant des sacrifices des travailleurs. Ces plans industriels en forme de subventions encore plus massives reviennent en fin de compte à ce que les travailleurs paient les plans industriels de leur poche, à travers les impôts ! Et pour la bourgeoisie c'est deux faces de la même médaille, car faire payer à l'Etat et donc à la population des "plans industriels" n'exclut aucunement l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises. Ce sont deux faces de la même médaille.

D'ailleurs, le patronat ne s'y est pas trompé. Pieter Timmermans, le directeur général du syndicat patronal, déclarait à propos

de la manifestation du 16 septembre 2024 : « *Même si je trouve la méthode (une manifestation occasionnant tout à la fois une perte de production et un préjudice d'image) totalement inappropriée, j'adhère néanmoins à l'appel lancé.* »

Une armée européenne ? Plus de police ?

Interrogé à l'occasion des élections communales sur le trafic de drogue et l'insécurité, Raoul Hedebouw défend le refinancement de la police fédérale et de la police des douanes ainsi que la réouverture de commissariats fermés. Affirmant que l'armée belge sert l'OTAN, ce qui est vrai, il en conclut qu'il faut... une armée européenne pour « défendre le territoire européen ».

Comme si les armées bourgeoises avaient jamais été autre chose que des instruments d'oppression au service de la bourgeoisie contre les travailleurs, et, dans le cas de l'Europe, des armées coloniales pour piller le reste du monde ! En appelant à renforcer l'armée et la police, le PTB se fait complice de la bourgeoisie pour légitimer ses forces de répression.

Le PTB désarme les travailleurs

Le PTB se dit encore marxiste, continue d'affirmer, en dehors de ses apparitions médiatiques en Belgique, que le pouvoir ne se trouve pas dans les parlements ou les gouvernements, et qu'il faudra que la classe ouvrière construise un rapport de force extra-parlementaire.

Mais sa politique concrète est à l'opposé de celle qu'ont défendu Marx et Engels, qui affirmaient que les travailleurs étaient capables et devaient prendre le pou-

voir consciemment.

Le PTB a préféré depuis des années s'appuyer sur les illusions électorales des travailleurs, en considérant que ceux-ci n'étaient pas prêts à entendre la vérité, pour s'aligner sur les discours des partis de la bourgeoisie. A tel point

qu'on ne voit pratiquement plus de différence dans les discours du PTB et celui d'un parti comme le PS, qui a déjà montré mille fois sa soumission à la bourgeoisie.

Et se développer sur la base de ces illusions ne peut qu'amener au PTB des électeurs et des mili-

tants qui pèseront de plus en plus dans le sens de son alignement sur les partis de gouvernement, comme a été l'évolution de Podemos en Espagne et de Syriza en Grèce.

International

UE : politique meurtrière

L'Union Européenne a financé, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, des centres d'enfermement et un système de déportation de migrants en Turquie.

Dans ces camps, ce sont des femmes, des hommes et des enfants qui fuient, pour la plupart, la guerre en Syrie ou les talibans en Afghanistan. Ils y sont maltraités, torturés, violés, certains sont tués. Ils sont ensuite forcés de signer des déclarations de « retour volontaire » dans leurs pays d'origine avant d'être expulsés.

Au total, l'Union Européenne a financé une trentaine de centres de ce type pour une somme de 213 millions d'euros. A cela s'ajoute près d'un milliard d'euros envoyé à la Turquie pour la « gestion » des centres et s'assurer que ces migrants n'atteignent par l'Europe. Une partie de ces fonds est aussi destinée à développer des systèmes de prise d'empreintes digitales, utilisés pour traquer et arrêter les migrants dans la rue, et pour équiper les centres de renvoi de barbelés et de murs plus hauts.

Ce type de financement meurtrier est loin d'être isolé. L'Union Européenne finance également des gardes-côtes libyens ou encore finance l'Égypte en échange d'une plus grande sur-

veillance des frontières pour garantir que les Palestiniens ne puissent pas fuir en Europe.

Le 17 octobre, des ministres européens ont discuté d'augmenter le nombre de renvois de migrants en Europe, de durcir la politique migratoire européenne.

Pour cela, ils ont discuté de la création de camps de détention de migrants aux frontières de l'Union Européenne, en appelant cela une "solution innovante".

Ces dirigeants s'inspirent de



accord sordide par lequel l'Italie sous-traite à l'Albanie l'emprisonnement d'un tiers des demandeurs d'asile pour un contrat de 160 millions d'euros par an. Les deux nouveaux camps de détention créés en Albanie ont pour but d'enfermer les migrants qui sont expulsés d'Italie. Les déportations ont démarré cette semaine. Ursula von

der Leyen a d'ailleurs écrit « Avec le démarrage des opérations du protocole Italie-Albanie, nous pourrions également tirer les leçons de cette expérience dans la pratique ».

Cette politique meurtrière et mensongère a uniquement pour but de pointer les immigrés comme responsables de la crise de la société capitaliste et de diviser la classe ouvrière.

Car en réalité, ils savent très bien que ce sont les immigrés qui sont dans les boulots les plus durs, les moins bien payés, que ce sont eux qui sont à la base de l'économie et sur le dos desquels ils font d'immenses profits.

Dernièrement, Viktor Orban, premier ministre d'extrême droite en Hongrie et Meloni, première ministre d'extrême droite en Italie ont été obligés de régulariser, au moins temporairement, des centaines de milliers d'ouvriers étrangers afin de combler le déficit de main-d'œuvre comme l'exigeait la bourgeoisie !

En allant chercher des ouvriers qu'ils exploitent plus durement et qu'ils payent moins, c'est également pour les capitalistes un moyen de faire pression sur l'ensemble des salaires de la classe ouvrière.

Les discours de l'Union Européenne sur la démocratie et le respect des droits de l'homme sont profondément hypocrites. Ces diri-

geants sont responsables de la mort de toutes ces femmes, tous ces hommes, tous ces enfants qui fuient la misère que les impérialistes ont créée chez eux. Accueillons tous ces compagnons de lutte !

Moyen Orient : massacre et impasse nationaliste

Depuis un an, le gouvernement israélien met en œuvre tous les moyens dont un État moderne peut disposer pour détruire et tuer massivement. Au Liban, l'armée israélienne intensifie sa guerre. Ses chars, avions, canons et drones continuent de détruire des villages du sud, des immeubles et des quartiers entiers de Beyrouth. Sous prétexte de combattre le Hezbollah, les dirigeants israéliens tuent et blessent des milliers de civils et en transforment des centaines de milliers d'autres en réfugiés.

A Gaza, plus de 90 % des 2,3-millions d'habitants sont contraints de vivre au milieu de ruines, sous des bâches en plastique ou dans des camps de toile, sans accès à l'eau ni à l'électricité, menacés de mourir de faim et de maladies du fait de l'effondrement du système de santé.

Cette guerre se poursuit sans qu'aucune issue ne semble voir le jour et les assassinats des leaders du Hamas Yahya Sinwar et du Hezbollah Hassan Nasrallah ne permettront pas d'arrêter le massacre ni d'empêcher les futures révoltes des populations opprimées.

Ce n'est pas le drapeau nationaliste brandi par le Hamas et le Hezbollah qui pourra résoudre les problèmes de la région et mettre fin à la guerre. Les travailleurs palestiniens, libanais et israéliens pourront mettre un jour un terme

définitif à cette guerre en brandissant le drapeau de l'unité des travailleurs contre les divisions nationales et en s'unissant contre l'impérialisme à la manœuvre.

Ukraine : refus d'obéir

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit depuis plus de deux ans et demi, Zelensky a proposé un soi-disant « plan de victoire » aux membres de l'OTAN. Ce plan inclut une demande d'adhésion inconditionnelle à l'OTAN ainsi que l'utilisation des missiles longue portée contre le territoire russe.

Zelensky prévoit également que les pays les plus impliqués dans l'aide militaire à l'Ukraine auront un accès prioritaire aux ressources ukrainiennes, montrant par là que la motivation des pays occidentaux n'est pas la défense des Ukrainiens, mais l'accaparement des terres et ressources ukrainiennes par les capitalistes. De plus, des soldats ukrainiens pourraient être intégrés en tant que mercenaires dans des bases de l'OTAN.

Ce plan est en réalité une volonté de se lier aux capitalistes occidentaux voulant mettre la main sur les marchés ukrainiens quitte à risquer une escalade supplémentaire dans le conflit au mépris de la vie des soldats et de la population.

L'armée ukrainienne, déjà en difficulté pour recruter les 500 000 soldats souhaités par Zelensky et les oligarques ukrainiens au pou-

voir, connaît de plus en plus de désobéissance et de désertions. Depuis le début de la guerre en février 2022, les chiffres officiels sont en forte augmentation : de 3 342 cas en 2022, à 7 883 en 2023, et près de 15 559 pour les huit premiers mois de 2024. Il y en a probablement bien plus. Un officier ukrainien se serait suicidé après avoir refusé de lancer ses hommes dans une mort certaine.

Les soldats ukrainiens se sont engagés au début dans un élan de patriotisme pour défendre le pays, mais ils s'aperçoivent qu'ils meurent pour les profits d'oligarques corrompus et de capitalistes occidentaux.

Dans l'histoire des guerres, des moments de fraternisation spontanée entre soldats soi-disant « ennemis », ont pu imposer une fin des hostilités. Si le refus des soldats de participer à une guerre, qu'ils jugent de plus en plus absurde, se répandait chez les Russes et les Ukrainiens cela pourrait offrir une perspective pour les populations.



**Suivez nous
sur les réseaux:
Lutte Ouvrière Belgique**
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be